Vers une nouvelle majorité du NPA : un essai à transformer en pratique

Le congrès avait laissé le parti sans majorité, alors que les partisan-e-s de la continuité (P1) avaient été mis en minorité sur une série de points importants. Un pas vers cette nouvelle majorité possible vient d'être franchi lors du dernier CPN, avec une résolution majoritaire votée par les délégué-e-s P2, P3, P5, et P6. Malgré les réticences des un-e-s et des autres, nous avons pris l'initiative de fusionner la contribution des P2 et P6, celle de la P3 et nos amendements aux deux pour chercher à dégager une orientation majoritaire, et le CPN a pu réaliser ce que le congrès n'avait pas réussi à faire.

Au fond, ce sont les dirigeant-e-s de la P1 qui ont précipité ce choix, en s'assumant désormais comme tendance, après avoir pendant tant d'années accusé de tous les maux les tendances… à leur gauche. Les dirigeant-e-s de la P1 revendiquent ouvertement que les porte-parole ne s'interdiront rien et porteront la parole de la P1… donc celle du parti quand le parti aura l'obligeance d'être d'accord avec la P1 ! Nous avions déjà critiqué des prises de position des porte-parole en contradiction avec des votes de congrès (la question électorale, le discours keynésien sur la crise, le soutien à Syriza, etc.) ou jamais débattues (comme le fait de revendiquer l'interdiction des licenciements… en demandant une loi à Hollande). Cette nouvelle marque de mépris ne peut qu'encourager la balkanisation de notre parti. Il est vital que le NPA apprenne à fonctionner autrement, non seulement si l'on veut le réorienter ensemble, mais aussi pour l'apprentissage commun de la démocratie révolutionnaire.

La P1 radicalise son interpellation du Front de Gauche et assume désormais sa ligne du « front social et politique » avec le FdG face au gouvernement, à la droite et au FN. Une nette majorité du CPN a rejeté cette orientation et a affirmé qu'il fallait chercher l'unité d'action des organisations sans cacher les divergences politiques entres réformistes et révolutionnaires : « *Cela implique une politique de front unique avec les autres organisations du mouvement ouvrier, sans que cela justifie la moindre adaptation au programme et à la politique de ces organisations* ». La résolution majoritaire assume un profil anticapitaliste et révolutionnaire qui combine « *la mise en avant de revendications transitoires, l'objectif d'un gouvernement des travailleurs et la perspective d'une société sans exploitation ni oppression* ». En outre, le CPN affirme désormais comme objectif la construction d'un courant intersyndical « lutte de classe » avec l'idée d'organiser une rencontre nationale des syndicalistes combatif/ve-s dans les prochains mois pour avancer dans ce sens. Nous nous réjouissons tout particulièrement que ces points décisifs que nous proposions depuis longtemps aient été repris.

La résolution réaffirme aussi qu'il faut soutenir les peuples de Grèce et de l'État espagnol, sans soutenir la politique de Syriza ou de Podemos, en dépit du chantage dépolitisant des dirigeant-e-s de la P1 à la solidarité – comme si la solidarité nécessaire avec le peuple grec impliquait le soutien au gouvernement qui viole même ses

promesses ! La même majorité s'est également prononcée pour que le NPA ait des relations internationales avec le groupe espagnol IZAR que la direction d'Anticapitalistas (proche de la P1) vient d'exclure. C'est bien le minimum. Sur le fond, nous aurions trouvé tout à fait légitime de prendre une position politique non seulement contre la méthode autoritaire de l'exclusion, mais aussi sur la divergence d'orientation entre IZAR et l'adaptation droitière d'Anticapitalistas à Pablo Iglesias. Il faudra y revenir lors d'un prochain CPN.

Ces votent marquent des points d'inflexion importants par rapport à l'orientation précédente du parti. Il reste désormais à la traduire dans les faits et nous proposons aux camarades de la P2, de la P3 et de la P6 d'en discuter concrètement.

Le CPN n'a malheureusement pas pu sortir du CPN avec une résolution majoritaire sur les élections régionales à venir. Le prochain CPN (fin juin) devra donc en discuter et trancher.

Motion élections proposée par les élu-e-s de la position 5

Le congrès a rejeté la possibilité d'accord pour les élections régionales avec le Front de gauche et ses composantes, et décidé de réunir les conditions pour présenter une candidature anticapitaliste et révolutionnaire à l'élection présidentielle de 2017.

Dans ce cadre, le CPN a commencé à discuter de la position du NPA pour les futures régionales, ainsi que pour la présidentielle.

En ce qui concerne les élections régionales, nous décidons de reporter au CPN de juin la prise de position définitive du NPA. D'ici là, le CPN décide de

- Explorer la volonté des camarades des régions et leurs possibilités de financement d'une éventuelle participation à ces élections ;
- Explorer les possibilités d'accord avec d'autres anticapitalistes et révolutionnaires, notamment LO ;
- Mettre en place une commission chargée de faire le point régulièrement jusqu'au CPN de juin, notamment sur l'aspect financier.
- De commencer une souscription qui sera utile pour la construction de l'organisation, que ce soit dans le cadre des élections ou non.

En ce qui concerne la présidentielle, le CPN décide d'ouvrir les réflexions et consultations sur le ou la candidat-e possible pour 2017 et de travailler à un plan de financement pour la campagne des maires.

Tendance CLAIRE, le 26 mai 2015